

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: - (2014)
Heft: 4

Artikel: Les objectifs de l'opération SERVAL sont-ils atteints?
Autor: Weill, Henri
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-781151>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 15.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>



L'opération SERVAL a démontré le bienfondé de formations mécanisées, légères, interarmes et capables d'opérer avec une grande autonomie.

International

Les objectifs de l'opération SERVAL sont-ils atteints ?

Henri Weill

Journaliste spécialiste des questions de défense et de sécurité

ED : Les objectifs de l'opération SERVAL sont-ils atteints ?

Il convient de répondre à cette question en ayant à l'esprit le contexte et le déroulement des événements. Quand la France décide d'intervenir, le 11 janvier 2013, sur la foi de renseignements émanant de nos partenaires maliens et d'observation satellitaire, une colonne de près de 600 véhicules de rebelles (MNLA), mêlée à des narco-djihadistes (AQMI, Mujao, Ansar Dine) qui profitant du délitement de l'armée malienne putshiste et incapable de récupérer la partie septentrionale du pays, menace de traverser le fleuve Niger.

En sortant de leurs refuges urbains (Gao, Tombouctou, Kidal, Menaka) et en donnant l'impression qu'ils souhaitent livrer combat dans la partie encore sous contrôle malien, au Sud de Mopti, et d'aller soit en direction de Bamako ou alors de se disperser dans les pays voisins accessibles à travers les axes de communications qui bifurquent vers le Niger, la Côte d'Ivoire et la Mauritanie, l'occasion est enfin offerte au président de transition, Dioncounda Traoré d'affliger un coup d'arrêt à l'impunité dont jouissaient les mouvements rebelles et narco-djihadistes de l'Azawad. Ce dernier en profite donc et la France lui donne l'occasion de récouvrer, sous couvert de légalité internationale - la résolution 2085 des Nations Unies - la pleine souveraineté territoriale et ce sur l'ensemble du territoire malien perdu (2/3 du pays) depuis le coup d'Etat du capitaine Sanogo de mars 2012. La situation militaire d'alors, imposait donc une opération de contre-terrorisme frontale, ponctuelle mais décisive. La plupart des pertes djihadistes ont, du reste, été infligées durant les premières heures de l'opération SERVAL, puis au cours de la phase suivante; celle de la reconquête progressive des axes routiers Mopti-Gao-Bourem-Kidal, vers le Nord et en direction de Tombouctou à l'Ouest. S'est ensuite installé deux types de confrontations : l'une plus « urbaine, » marquée par des opérations de contre-insurrection pour sécuriser Tombouctou, Gao et Kidal et leurs environs ; l'autre, plus marquée par des opérations

de chasse et d'opérations ciblées visant à traquer, déloger et mettre hors d'état de nuire les terroristes réfugiés pour la plupart d'entre eux dans l'Adrar des Ifoghas (au Nord de Kidal et au sud-est de Tessalit) aux confins de la frontière avec l'Algérie.

Ainsi, face à 3'000-5'000 « djihadistes » estimés - dont 300 à 500, qui étaient repoussés dans leurs derniers retranchements dans le Massif des Ifoghas -, près de 1'000 auraient ainsi été éliminés, près de 400 faits prisonniers. Bref, à l'aune de la dissolution du dispositif SERVAL, les 25-26 mai prochains à Bamako et Gao, (il faut se rappeler à ce propos, que le dispositif militaire français a pu atteindre les 4'500 hommes en 2013), la mission de sécurisation du Mali - préalable à sa stabilisation, par la voie des urnes (élection présidentielle, l'été dernier, suivie des élections législatives en septembre dernier) - semble accomplie.

Reste, le plus compliqué, néanmoins : le dossier de la réconciliation nationale, qui bute actuellement sur l'épineuse question de la justice transitionnelle, de la lutte contre l'impunité et du dialogue inclusif avec les mouvements rebelles, notamment le Mouvement National pour la Libération de l'Azawad (MNLA), le Haut-Conseil pour l'Unité de l'Azawad (HCUA) et le Mouvement Arabe de l'Azawad (MAA).

Le décès du Sergent Marcel Kalafut - 8^e soldat français tué en opération - vient également témoigner que des éléments terroristes constituent encore une menace, même si la mouvance djihadiste a été démantelée dans son organisation collective.

Nous entrons maintenant dans la troisième et dernière phase : celle de la transformation d'une opération militaire de contre-terrorisme à celle plus « globale » de lutte contre la résilience terroriste dans la région sahélienne (allant de l'Ouest de la Mauritanie à l'est et au Nord-est du Tchad, englobant les septentrions maliens, nigériens, burkinabais ainsi que les sud algériens, tunisiens, libyens, voire la Nubie égyptienne).

ED : Nous sommes là, dans une guerre de contre-terrorisme longue, d'usure, une guerre de renseignement...

Une guerre de l'ultra-mobilité même, notamment acquise par l'aéromobilité, la «dronisation» de la surveillance de territoires grands comme l'Europe continentale, du recours à des forces spéciales plus souples d'emplois que des régiments armant jusqu'ici les GTIA dans des dispositifs fixes, au Mali. Il semble que le nouveau dispositif militaire français transaharien, présenté par le ministre de la Défense, Jean-Yves Le Drian, il y a quelques jours, devrait bénéficier, malgré les coupes budgétaires induites par le récent Livre blanc, de ces moyens.

Une guerre d'adaptation à la «volatilité» et à la «trans-nationalité» de la menace, qui implique autant de «rusticité» que d'adaptabilité de nos matériels militaires, aptes à mener avant tout une guerre adaptée aux terrains désertiques, montagneux et rocheux (Grand Fezzan du sud libyen, massifs-plateau de l'Aïr et désert du Ténéré nigérien, Tibesti tchadien...).

Cela implique donc de «chasser» autant que de «pour-chasser» les terroristes sur leur propre «terrain de jeu», pratiquant le harcèlement systématique autant que recherchant, autant que faire ce peut, la réintégration de certains de leurs troupes, composés majoritairement de populations locales, le plus souvent en opposition contre les autorités de leurs pays plus que tenants du Djihad international.

De ce point de vue, la lutte anti-terroriste qui s'engage implique autant une approche cinétique (qui a fait ses preuves dans la vallée de l'Ametetäï malienne - celle où opérait Mokhtar Belmokhtar et Abou Zeid, tué par les forces de SERVAL, en mars 2013 - autant que dans celles de Kapisa en Afghanistan) qu'une démarche caractérisée par une «approche globale», dont la finalité est avant tout politique.

Dès lors, la question de l'interopérabilité des hommes autant que celle des matériels entre forces régionales, comprise dans une démarche plus inclusive, devrait prendre en compte la mixité au niveau du dispositif tactico-opérationnel - à l'instar des brigades mixtes, proposées récemment par le président mauritanien, Mohamed Ould Abdel Aziz, qui préside tant aux destinées de l'Union africaine que de la nouvelle organisation de coopération régionale «G-5 Sahel» (Mauritanie, Mali, Niger, Burkina-Faso, Tchad).

Une guerre du renseignement aussi, bien sûr, où le partage du renseignement avec nos partenaires africains des sous-régions de l'Afrique de l'Ouest et de la bande sahélienne - notamment les plus déterminés d'entre eux à lutter contre le phénomène terroriste (Maroc, Tchad, Nigéria) - et nos alliés américains - dont la présence militaire avoisine désormais les 5'000 hommes au sein de leur nouveau commandement africain (Africom) et par le biais de leur coopération sensiblement élargie en matière de surveillance et de renseignements (35 pays en 2013) sera déterminante.



Les Forces aériennes et les forces spéciales ont joué un rôle décisif durant les premières heures de l'opération. Elles ont également permis de réduire «l'empreinte» terrestre et les coûts de l'opération.



Il ne saurait y avoir de Ligne Maginot qui résiste aux flux criminels qui se disséminent à travers les sables du Sahel. La France a choisi de s'adapter - enfin - à cette réalité. Le commandement de la Force SERVAL, le général Marc Foucaud, est désormais à la tête d'un dispositif militaire élargi géographiquement (sis sur trois bases « avancées » à Tessalit au Mali, à Faya-Largeau au Tchad et dans une base à déterminer dans le Nord-est nigérien), unifié dans un commandement régional unique (dont le commandement sera « binôme » avec celui du dispositif EPERVIER au Tchad) mais « réduit » à 1'000 au Mali, auxquels il convient cependant de rajouter 2'000 soldats mobiles entre le Mali, le Niger, la Libye et le Tchad.

ED : Une guerre, également, régionale ?

Comme évoqué précédemment, cette guerre est devenue éminemment régionale par les métastases qui touchent de plus en plus de zones et obligent davantage d'Etats touchés et fragilisés par des organisations terroristes qui se cherchent un nouvelle « zone grise » refuge, à s'engager vers plus de coopération régionale, bien

au-delà de la réussite des organisations régionales économiques (CEDEAO pour l'Afrique de l'Ouest, UMA ou CEN-SAD pour la zone sahélio-saharienne).

Des Côtes de la Méditerranée occidentale comme orientale, aux rivages du Golfe de Guinée, (du Nord au Sud) ou encore, de la Mauritanie, du sud du Maroc aux côtes somaliennes, aucun Etat ne semble épargné (d'Ouest en Est).

Pas d'avantage l'Algérie, qui a longtemps fait figure de mentor ou tout au moins de parrain « compréhensif » pour nombre de combattants en lutte avec des Etats avec lesquels Alger conserve quelque griefs (Maroc et Mauritanie, sur la question du Sahara Occidental, Mali quant à la question touaregue), que le Tchad, qui, en déployant 2'500 hommes au sein de la MISMA (Mission Internationale de Soutien au Mali), cherchait autant à aguerrir ses hommes au conflit de basse intensité qu'à les préparer à une lutte résiduelle contre des mouvements rebelles, qui pourraient, à l'aune de l'exportation du Djihad en dehors du strict cadre saharien, trouver des terrains d'ententes communs et engager des actions terroristes d'opportunité convergentes.

La « traite » transfrontalière des otages et des femmes, à l'instar du terrible sort qui attend les 276 jeunes filles kidnappées par Boko Haram et que son chef, Abubakar Shekau entend vendre auprès des combattants shebab somaliens, comme à ceux qui se regroupent dans le Nord-Est centrafricain, atteste que la collusion entre organisations narco-djihadiste-criminelle ressemble davantage à l'organisation d'une nébuleuse de mafias africaines, se cherchant un paravent, suffisamment puissant pour poursuivre leurs traffics en tout genre. De ce point de vue, l'instrumentalisation et la radicalisation de l'Islam, comme substitut à des autorités étatiques absentes, erratiques ou peu regardantes sur les droits fondamentaux humains est au cœur de la lutte contre le terrorisme.

C'est la principale raison qui a poussé le président nigérien Jonathan Goodluck, à engager 900 hommes au Mali, craignant la jonction entre Boko Haram et les mouvements maliens, notamment le MUJAO.

La crainte, du reste avérée, d'une convergence de mouvements terroristes, réunissant dans un même combat, AQMI, Ansar Dine, Mujaao, les Shebaab somaliens, Boko Aram et Ansaru nigérien (auxquels il convient d'ajouter le mouvement Ansar-Al-Sharia, désormais solidement ancré tant dans le sud-libyen que dans le sud-ouest tunisien ou encore l'Ansar Beit al-Maqdess égyptien), contre des forces et intérêts économiques occidentales, qui deviendraient, dès lors, des cibles d'opportunités, fait désormais converger les décideurs européens et américains, notamment ceux encore réticents, à lancer une vaste opération anti-terroriste globale, à la manière d'une opération ENDURING FREEDOM, telles que menée en Afghanistan ou au Yémen.

Propos receuillis par Emmanuel Dupuy

La France a décidé de se doter, en urgence, de drones de combat après avoir tiré les leçons de l'engagement au Mali.



Un poste de tir *Milan*, servant aussi bien à l'observation qu'à la défense contre des buts fixes ou mobiles, à des distances pouvant aller jusqu'à 2'000 mètres.

